



## ▶ Coopération Canada OIT

Juin 2023

**Le Canada a adhéré à l'OIT en 1919 en tant qu'État Membre fondateur de l'Organisation. Depuis lors, il a ratifié de nombreuses conventions de l'OIT, dont neuf des dix conventions fondamentales, trois conventions de gouvernance et 26 conventions techniques. Ce partenariat a joué un rôle déterminant dans l'avancement des objectifs de l'Agenda du travail décent.**

### ▶ Contribution du Canada aux priorités de l'OIT

Partenaire clé dans la recherche du travail décent pour tous, le Canada contribue à la réalisation des objectifs de l'OIT par ses contributions volontaires au Programme de coopération pour le développement de l'Organisation, principalement versées par le biais du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), d'Affaires mondiales Canada (AMC) et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Le Canada traite les questions liées à la dimension sociale du commerce international et à l'intégration économique, notamment en matière de travail, par le biais des activités de coopération internationale d'EDSC. Ce partenariat contribue à faire progresser les

droits fondamentaux des travailleurs et à améliorer la sécurité et la santé au travail (SST). Le partenariat OIT/AMC appuie certaines initiatives prioritaires visant à promouvoir l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes rurales, ainsi que l'optimisation des avantages et la réduction des risques liés aux migrations de main d'œuvre. Le partenariat OIT/IRCC fournit une assistance technique pour l'intégration socio-économique des réfugiés vénézuéliens et dans les pays d'accueil du Processus de Quito, grâce aux dispositifs de validation des compétences et d'amélioration de l'accès aux services publics de l'emploi.

### Priorités du Canada en matière de coopération au développement

Le Canada contribue aux efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté et de lutte contre les inégalités par le biais de sa Politique d'aide internationale féministe. La vision du Canada en matière d'aide internationale est fondée sur la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles, qui constituent l'approche la plus efficace pour bâtir un monde plus pacifique, inclusif et prospère. Cette Politique est guidée par six domaines d'action interreliés :

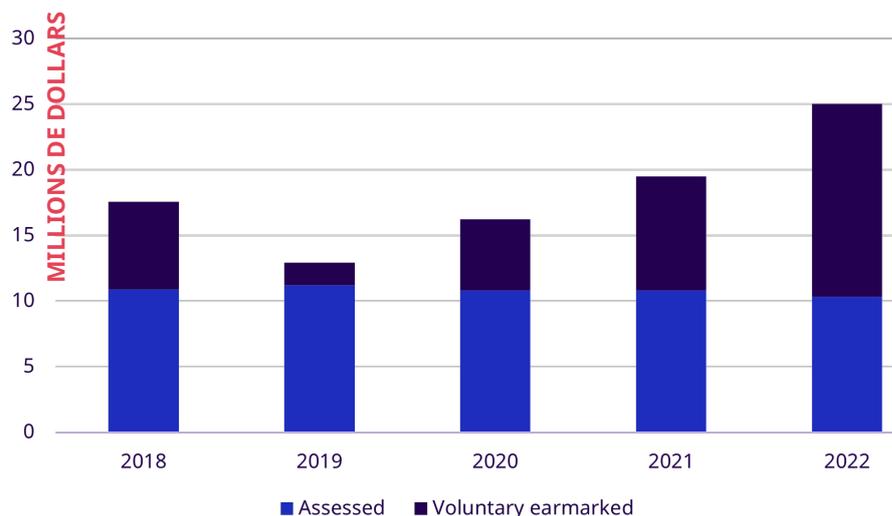
- ▶ l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles,
- ▶ la dignité humaine,
- ▶ une croissance qui profite à tous,
- ▶ l'environnement et l'action en matière de climat,
- ▶ la gouvernance inclusive,
- ▶ la paix et sécurité.

Engagements récents : Lors du Forum Générations Égalité tenu en 2021, le Canada a pris un certain nombre d'engagements conformes à sa Politique d'aide internationale féministe afin de faire progresser l'égalité de genre dans le monde ; il a notamment financé un nouveau fonds de soutien de 100 millions de \$ CAD, destiné à résoudre les difficultés liées au travail de soins à la personne, rémunéré ou non, dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ce faisant, le Canada veut renforcer la capacité des femmes à participer à l'économie, à l'éducation et à la vie publique, favorisant ainsi l'égalité de genre, l'autonomisation économique des femmes et offrant des réponses aux difficultés particulières qu'elles rencontrent en période de pandémie.

## Contribution financière du Canada à l'OIT

- ▶ Les **contributions obligatoires**, versées par tous les États Membres de l'OIT en vertu de leur adhésion à l'Organisation, constituent son financement de base – dit budget ordinaire. Entre 2018 et 2022, la contribution statutaire du Canada au budget ordinaire de l'OIT a dépassé 54,6 millions de dollars.
- ▶ Les **contributions volontaires** sont des fonds spécifiquement affectés à certains programmes et projets prioritaires, outre les contributions obligatoires. Entre 2018 et 2022, le Canada a versé plus de 37,2 millions de dollars à l'OIT au titre des contributions volontaires.

## Contribution globale du Canada à l'OIT, 2018-22



## Collaboration avec Emploi et développement social Canada (ESDC):

### ▶ Jordanie: Renforcement de la capacité syndicale dans le secteur de l'habillement



Grâce à la collaboration avec le Haut Conseil jordanien des droits des travailleurs handicapés, le projet Better Work Jordan (BWJ) a permis d'obtenir plusieurs résultats fin 2022 et début 2023. Fin 2022, le programme BWJ a demandé une évaluation de la situation des travailleurs handicapés dans le secteur de l'habillement en Jordanie. En février et mars 2023, conformément aux recommandations formulées dans le rapport, le Haut Conseil des droits des travailleurs handicapés a dispensé des formations aux employeurs, au personnel des syndicats et aux inspecteurs du travail dans trois régions industrielles. La formation visait à sensibiliser les participants aux droits des personnes handicapées et à favoriser l'inclusion du handicap sur le lieu de travail. En outre, un spécialiste des questions syndicales ainsi qu'un formateur sont intervenus pour favoriser le partage de connaissances et le projet s'est conclu avec succès par

un atelier de deux semaines dans quatre régions. Dans le cadre des initiatives de renforcement des capacités destinées aux syndicats, au cours de cet atelier les travailleurs ont participé à des activités de dialogue social axées sur l'égalité entre femmes et hommes, se sont familiarisés avec la convention collective du secteur et ont acquis des outils de communication.

### ▶ Renforcement des relations professionnelles en Indonésie

Le projet est axé sur le secteur textile pour l'exportation de l'Indonésie, pays où l'OIT est présente depuis longtemps à travers son programme Better Work Indonesia. Ce projet a été conçu pour renforcer la capacité des syndicats à collaborer avec les employeurs et le gouvernement afin de traiter des questions relatives au travail et de favoriser des relations professionnelles plus harmonieuses. Les activités en cours visent à aider les syndicats à améliorer leurs capacités sur les plans opérationnel, technique et de la coopération stratégique au niveau des fédérations, des branches d'activité et des lieux de travail. Le projet encourage les pratiques constructives favorisant la participation et l'inclusion des femmes dans la prise de décision et les discussions sur les politiques.

Inscrit au sein d'une action plus vaste menée par l'OIT, qui couvre également les secteurs de l'huile de palme et de la pêche, le projet cherche à améliorer ou à mettre au point de nouveaux systèmes de données pour l'organisation syndicale, la sensibilisation et la gestion des dossiers. Les acteurs du projet ont collaboré avec la Confédération des syndicats indonésiens (CITU) et la Confédération générale des syndicats indonésiens (KSBSI) - deux des plus grandes confédérations syndicales d'Indonésie - pour élaborer l'étude intitulée «Analyse des systèmes pour la documentation des réclamations et les systèmes de gestion des dossiers».

### ▶ Ukraine: améliorer le respect des principales normes internationales du travail

L'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie au début de l'année 2022 a modifié les priorités des mandats et entraîné la reprogrammation des interventions prévues dans le cadre du projet. Dans les limites de son champ d'application, le projet a dans un premier temps répondu aux besoins humanitaires des syndicats du pays. En 2022, les mandats nationaux ont poursuivi leurs activités et demandé à l'OIT de mener une expertise technique supplémentaire concernant la réforme du droit du travail (en cours en Ukraine), l'amélioration des politiques d'égalité salariale et le renforcement de la capacité des partenaires sociaux à promouvoir la SST sur le lieu de travail. En outre, les syndicats ont reçu une aide spécifique en bénéficiant de formations sur l'accompagnement psychosocial, la fourniture de services aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'éradication de la violence et du harcèlement dans le monde du travail et l'incorporation de méthodes visant à prévenir la violence et le harcèlement dans les conventions collectives.

## ► Cambodge: renforcement des capacités de l'inspection du travail dans le secteur de l'habillement



Le projet associe le ministère cambodgien du Travail et de la Formation professionnelle (MLVT) et les partenaires du secteur dans le but de promouvoir le respect durable des règles et de renforcer le dialogue social dans le secteur de l'habillement au Cambodge. Il est tout particulièrement axé sur les usines de confection de chaussures, d'articles de voyage et de sacs, qui sont en plein essor. Les interventions prévues s'articulent autour du développement des capacités des inspecteurs du travail et de la SST moyennant des plans d'action élaborés conjointement, qui définissent les engagements des mandants tripartites. En octobre 2022, le programme Better Factories Cambodia (BFC), le MLVT, le ministère du Commerce et l'Association du textile, de la confection, de la chaussure et des articles de voyage au Cambodge (TAFTAC, anciennement GMAC) ont signé un protocole d'accord. Tout en mettant l'accent sur le partage mutuel des capacités, le protocole d'accord prévoit un accord relatif aux modalités d'évaluation et un accord en vertu duquel le programme BFC continuera à fournir des services essentiels à l'échelon de l'usine: une assistance technique ciblée et la formulation de demandes de renforcement des capacités.

## Collaboration avec Affaires mondiales Canada (AMC):

### ► Tunisie: promouvoir le travail décent à travers des organisations de l'économie sociale et solidaire

Le projet FORTER'ESS associe le gouvernement tunisien et les partenaires sociaux pour renforcer la résilience de 22 organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) dirigées par des femmes et touchées par la pandémie de COVID-19, dans les gouvernorats de Beja, Jendouba et Kef. Ces organisations mettent en œuvre des plans de redressement visant à améliorer leurs espaces de travail, faire face aux conséquences financières de la pandémie et former leurs membres. Le projet FORTER'ESS prend la forme d'un programme de d'aide favorisant la commercialisation, l'accès aux marchés et aux outils technologiques ainsi que la production et la gouvernance des organisations collectives.

Dans le cadre de ce projet, 22 unités de production ont été réorganisées, au bénéfice de plus de 400 femmes productrices. Le projet a permis aux organisations concernées de participer à huit foires nationales et régionales, contribuant ainsi à améliorer leur accès au marché. En outre, 60 femmes dirigeantes ont participé à un programme de formation aux fonctions d'encadrement. Le projet a soutenu un programme de développement dans le cadre de l'ESS et permis de dispenser une formation à 30 fonctionnaires concernant le cadre juridique du système coopératif.



► Nous avons rencontré beaucoup de difficultés pendant la pandémie, notamment la suspension de notre activité de transformation de blé, d'orge et de maïs. Nous n'avons pas pu payer nos factures ni notre loyer, ce qui a compliqué nos relations avec nos partenaires et entraîné la perte de nos équipements. Grâce au projet FORTER'ESS, nous avons pu relancer notre activité, acheter une nouvelle machine d'emballage, louer un espace plus adapté à nos travailleuses et résoudre les conflits avec nos partenaires. Ce projet, qui vise à renforcer la résilience des organisations dirigées par des femmes dans l'économie sociale et solidaire, nous a permis d'augmenter les effectifs de notre Association pour le développement agricole de 10 à environ 40 femmes. Aujourd'hui, nous sommes plus fortes et dotées de meilleurs outils pour relever les défis de demain, tant sur le plan financier que sur le plan de la gestion"

► **Mme Leila Omrani**, présidente de l'Association pour le développement agricole Al Hayat, Tunisie

## ► Pérou: Ouvrir des portes, le travail décent pour les travailleurs domestiques

Le projet vise à améliorer les conditions socioéconomiques des femmes travaillant dans le secteur du soin, en particulier les employées domestiques au Pérou. Il fournit une assistance technique aux ministères de la Femme, du Travail, de la Santé et de l'Education afin de renforcer la mise en œuvre des programmes et des services, notamment dans le cadre de l'application de la nouvelle loi sur les travailleurs domestiques, qui promeut la transition de la profession vers l'économie formelle, et du Système national de soins, qui fournit un cadre réglementaire pour l'économie des soins dans son ensemble. Ensuite, le projet associe des syndicats, deux fédérations nationales de travailleurs domestiques (FENTTRAHOP et FENTRAHOGARP) et des organisations de femmes, notamment l'organisation nationale de défense des droits des femmes Flora Tristan. Cette collaboration vise à permettre aux travailleurs domestiques de revendiquer et de défendre leurs droits en tant que professionnels reconnus au sein de la société péruvienne. Dans le cadre de leurs activités de sensibilisation, les campagnes de communication contribuent à faire connaître les droits des travailleurs domestiques, les responsabilités des employeurs en vertu de la nouvelle loi et les ressources disponibles pour soutenir les travailleurs domestiques.

## ► Région de l'ANASE: protéger les droits des travailleurs migrants



La protection des droits des travailleurs migrants dans la région de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est au cœur de la coopération entre le Canada et l'OIT depuis 2012. Le programme intitulé «TRIANGLE in ASEAN: Safe and Fair Labour Migration» (2016-2024) est un partenariat entre le Conseil des affaires générales (CAG), l'OIT et le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT). Le programme fournit une assistance technique et un appui dans le but d'associer la migration de main-d'œuvre à une croissance équitable, inclusive et stable dans l'ANASE. En 2021, le CAG a prolongé son soutien au TRIANGLE in ASEAN jusqu'en 2024, en allouant de nouveaux fonds notamment pour venir en aide aux travailleurs migrants faiblement rémunérés et pallier les conséquences de la pandémie de COVID-19 pour les travailleurs migrants.

Le programme est mis en œuvre dans six pays (Cambodge, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Thaïlande et Viet Nam) et associe tous les États membres de l'ANASE au niveau régional. Une collaboration étroite est prévue avec le secrétariat de l'ANASE, le comité de l'ANASE sur les travailleurs migrants (ACMW), les gouvernements, les organisations de travailleurs et d'employeurs et les organisations de la société civile pour atteindre trois objectifs interdépendants: renforcer la protection des droits des travailleurs migrants, permettre aux migrants de contribuer au développement économique et social et d'en bénéficier, et mettre en place des systèmes de mobilité de la main-d'œuvre qui tiennent compte de la dimension de genre et améliorent le fonctionnement des marchés de l'emploi. Le programme s'appuie sur une stratégie transversale pour l'intégration et l'égalité des genres, des travailleurs migrants et des travailleurs migrants handicapés.

## ► Bangladesh: promouvoir le développement d'entreprises et de systèmes EFTP

Dans le cadre du projet ProGRESS, qui couvre dix districts du Bangladesh, le gouvernement du Canada et le Bureau de pays de l'OIT pour le Bangladesh se sont associés pour renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et les systèmes de développement des entreprises afin de les rendre plus inclusifs et accessibles aux femmes, en œuvrant au niveau des politiques, des systèmes et des activités. La mise en œuvre de ce projet est assurée par la Direction de l'enseignement technique, en collaboration avec cinq partenaires nationaux. Les

activités visent à remédier efficacement au faible taux d'emploi des femmes sur le marché du travail ainsi qu'à leur accès limité aux services d'appui aux entreprises nécessaires à la création d'une activité indépendante.

Le projet ProGRESS contribue à renforcer l'employabilité des travailleuses du Bangladesh, à améliorer les conditions économiques des femmes et à porter au maximum leur contribution à la croissance économique du pays dans le cadre d'améliorations stratégiques des systèmes d'EFTP et d'appui aux entreprises.

## Collaboration avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC):

### ► Recrutement équitable en Amérique centrale: renforcer les capacités institutionnelles pour l'intégration socioéconomique des migrants et des réfugiés

Grâce à la coopération avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), le projet contribue à renforcer les capacités d'acteurs essentiels en ce qui concerne les pratiques de recrutement équitable et l'intégration des réfugiés et des migrants, y compris les migrants de retour dans leur pays, sur les marchés du travail d'Amérique centrale. Dans ce cadre, des activités sont mises en œuvre au Costa Rica, au Guatemala et au Honduras, et des interventions organisées au niveau régional en Amérique centrale. Le projet fait partie de la stratégie régionale de l'OIT sur la migration de la main-d'œuvre et la mobilité des personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont l'un des cinq piliers est le recrutement équitable. En 2022, l'OIT a travaillé en partenariat avec les ministères

du Travail du Guatemala et du Honduras pour mettre au point des outils de recrutement équitable visant à empêcher les réfugiés et les migrants de se retrouver victimes de la traite des personnes et du travail forcé. Le projet a également permis de lancer l'élaboration d'une stratégie pour l'employabilité et les talents au Costa Rica, au sein de laquelle les migrants ont été placés parmi les groupes prioritaires. Cette initiative a pour but d'assurer une cohérence entre les politiques d'emploi et de migration. Enfin, dans le contexte du cadre régional global de protection et de solutions (MIRPS), le projet a permis d'élaborer une «Stratégie régionale de reconnaissance des compétences professionnelles visant à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre en Amérique centrale et au Mexique».

## Contact

Organisation internationale du Travail  
Route des Morillons 4  
CH-1211 Geneva 22 Switzerland

T: +41 22 799 7370  
E: [partnerships@ilo.org](mailto:partnerships@ilo.org)  
[ilo.org/partnerships](https://ilo.org/partnerships)